



Fédération des syndicats SUD-Rail
Union syndicale Solidaires – France



Organizzazione Sindicati
Autonomi e di base
Settore ferrovie – Italie



Sindicato Federal Ferroviario
Confederacion General del Trabajo - Espagne



Unione Sindicale di Base
Trasporti - Italie

Bahn von unten
Allemagne



Confederazione
Unitaria di Base
Trasporti – Italie



Langile
Abertzaleen
Batzordeak
Pays basque



National Union
of
Rail, Maritime
and Transport
Workers
-
Grande Bretagne

A travers la plainte de la Commission européenne contre la Deutsche Bahn et la préparation du quatrième « paquet ferroviaire », les adeptes de la destruction des services publics s'en prennent une nouvelle fois au système ferroviaire. Pourtant, dans tous les pays, nous avons besoin d'un service public ferroviaire assuré par des entreprises publiques intégrant l'infrastructure et l'exploitation.

Infrastructure et exploitation ferroviaires sont complémentaires

La gestion de l'infrastructure ferroviaire ne doit pas se faire indépendamment de son exploitation ; il faut en finir avec l'éclatement entre des entreprises aux intérêts opposés, car c'est une source de disfonctionnements répétés, de gaspillage financier, et un danger pour la sécurité des circulations, des cheminot-es, des usagers.

La gestion des infrastructures ferroviaires doit se faire en fonction des besoins collectifs, pas sur la base de la rentabilité financière et du profit des groupes privés. Il faut cesser l'hypocrisie des « partenariats public/privé » qui consistent à faire financer par l'argent public des bénéfices ensuite confisqués par les actionnaires d'entreprises privées. La gestion des infrastructures ferroviaires est un service public qui doit être assuré par des entreprises publiques !

Même les directives européennes n'imposent pas des entreprises distinctes ! L'organisation mise en place en Allemagne a montré son efficacité. Est-ce pour cela que les libéraux s'y attaquent ? Le gouvernement belge doit renoncer à casser la SNCB en deux. Au contraire, le gouvernement français doit tirer les conséquences de la désorganisation mise en œuvre depuis 15 ans et réintégrer RFF au sein de la SNCF. **Réunifier le système ferroviaire est une nécessité dans tous les pays !**

Tirons le bilan réel de la privatisation du transport de marchandises !

Dans toute l'Europe, des entreprises privées assurent désormais ce trafic, au détriment des opérateurs ferroviaire publics. Quel est le bilan ? Des dizaines de milliers de cheminot-es travaillent maintenant sans statut, avec des conditions de travail plus mauvaises. Les actionnaires des entreprises de transport ferroviaire s'enrichissent ainsi sur le dos des cheminot-es. Et contrairement à ce qu'annonçait tous ces économistes aux ordres des patrons et des actionnaires, ceci n'a pas permis de développer le trafic ferroviaire de marchandises ; au contraire, celui-ci ne cesse de baisser, car il y a un choix politique de privilégier le patronat du secteur routier, où les conditions sociales des travailleurs/ses sont encore pire.

Le développement du trafic ferroviaire de marchandises est une nécessité sociale et écologique. C'est un service public qui doit être assuré par des entreprises publiques. Imposons un débat dans chaque pays sur le bilan de la privatisation du transport ferroviaire de marchandises, son véritable coût social, économique et environnemental pour la société !

Transport de marchandises et de voyageurs : la privatisation n'est pas la solution : **nous soutenons les luttes menées par les cheminots d'Espagne et du Portugal qui défendent le service public ferroviaire face à leur gouvernement !**

Arrêtons les dégâts pour le transport de voyageurs !

La privatisation du trafic marchandises est négative pour les cheminot-e-s et pour l'ensemble de la société. Mais **les gouvernements et les patrons organisent quand même la privatisation du transport de voyageurs !** Au lieu de coopérer entre elles, les entreprises publiques de chaque pays s'acharnent à organiser la privatisation chez les voisins ! Lorsqu'elles s'entendent entre elles, c'est pour créer de nouvelles entreprises, où les cheminot-es n'ont plus le même statut : et celles-ci ont pour objectif de remplacer les entreprises publiques à statut

Il faut en finir avec le Monopoly ferroviaire auquel jouent les patrons des chemins de fer européens ! Les citoyen-ne-s de tous nos pays ont besoin de trains surs, à l'heure, propres, avec du personnel à bord et dans les gares. C'est un service public qui doit être assuré par des entreprises publiques !

Plus de démocratie locale et régionale n'oblige pas à privatiser !

Nous sommes favorables à ce que les services publics soient contrôlés au plus près par les citoyen-nes. Mais contrairement à ce que défendent certain-es responsables politiques, cela ne passe pas par la privatisation des services publics ferroviaires : ça n'a aucune utilité pour les usagers, et sert surtout à attaquer les droits sociaux des cheminot-es ; les entreprises privées qui prennent ces marchés récupèrent du personnel dont la formation a été financée par les entreprises publiques et leur appliquent des règles sociales qui ne sont plus celles des entreprises publiques !

L'exemple de la multinationale *VEOLIA* qui décide de se séparer de sa branche Transport montre que **les entreprises privées n'ont pas le moindre souci du service rendu aux usagers.** Seuls les profits financiers de leurs actionnaires les intéressent !

Droits égaux pour tous, pour éviter le dumping social

Le service public ferroviaire, c'est aussi par exemple la restauration dans les trains, le nettoyage des rames et des gares, tous les services aux usagers, ou encore la maintenance des voies et des installations. Il n'y a aucune raison pour que les salarié-es de ces secteurs ne disposent pas des mêmes droits sociaux que l'ensemble des cheminot-es.

Nous revendiquons les droits égaux pour tous les travailleurs/ses du rail, basés sur le Statut de cheminot de l'entreprise publique.

Le transport ferroviaire est utile à la société

Il doit être assuré par des entreprises publiques car les intérêts des entreprises privées ne sont pas de servir la collectivité mais d'enrichir leurs actionnaires. La privatisation du secteur ferroviaire signifie des trains plus chers, la fermeture des lignes « non rentables », la concentration sur les seuls marchés les plus juteux, l'abandon des trafics régionaux et des lignes transversales de chaque pays au profit de quelques grandes liaisons européennes à grande vitesse, et la dégradation de la sécurité ferroviaire.

Avec tous les syndicats qui refusent la privatisation et l'éclatement des entreprises publiques ferroviaires, construisons un mouvement unitaire, rassemblant les cheminot-es de toute l'Europe dans une action de grève !

Les « paquets ferroviaires » successifs renforcent la libéralisation du secteur ferroviaire ; la Commission européenne entend renforcer encore cette dérive à travers le « quatrième paquet » qui sera débattu dans les prochains mois au Parlement européen. Ensemble, nous défendons les droits de tous les travailleurs/ses du rail, refusons d'être en concurrence entre nous, revendiquons un service public ferroviaire, sûr, écologique et utile à la société !
